

Politiques de la sémiotique

Eric Landowski

CNRS, Paris

eric.landowski@sciencespo.fr

Abstract How does structural semiotics deal with the political field as an object of analysis ? The answer could be simple if only semiotics and politics did not constantly overlap. Indeed, the very models that have been developed in order to account for the construction of meaning (originally in narrative discourses and, today, in actual sociopolitical interactions) have in themselves a political bearing. Greimas's standard narrative semiotics, based on manipulation, implicitly supported a view of society as a conciliation between democracy and the market. In comparison, the enlarged theory of interaction proposed today in socio-semiotics (conceived as an extension of Greimas's approach) leads to advocate an almost entirely different political stance for the discipline, founded on the syntax of another regime of interaction and meaning, called adjustment. This regime favours ecologic rather than economic concerns, that is the recognition of the « other », at all levels — from interpersonal encounters to global policies regarding the environment —, as an equal subject whose potentialities should be respected and fulfilled, thus defining a condition for one's own fulfilment. Endorsing such a view would mean, for semiotics, assuming and defending the political position which corresponds to the most advanced state of its theoretical development.

Keywords: Planning; Accident; Manipulation; Adjustment; Totalitarianism; Absolutism; Democracy; Populism

Invited paper.

0. Introduction

Comment la sémiotique structurale se situe-t-elle face au champ politique et comment traite-t-elle des problèmes qu'il soulève ? Les réponses à ces questions seraient assez simples si la sémiotique, comme méthode d'approche, était tout à fait extérieure à la vie politique, si elle était entièrement séparable du politique en tant qu'objet d'étude. Mais dès qu'on les applique à la sphère politique, les principes de réflexion et les instruments d'analyse sémiotiques prennent eux-mêmes une tournure politique. Le « regard sémiotique » devient politique. Ici encore moins que par rapport à d'autres domaines (la littérature, le droit ou l'archéologie par exemple) l'« objet » ne se trouve à distance d'un observateur qui pourrait l'examiner d'un regard détaché. C'est de cette intrication entre sujet analysant et matière à analyser que nous voudrions démêler les tenants et aboutissants.

Pour traiter des rapports de pouvoir – un aspect parmi d'autres des relations entre sujets –, c'est tout naturellement, et le plus légitimement du monde que le sémioticien,

dont le savoir-faire repose justement, pour une part essentielle, sur une théorie de la relation, recourt à ses schémas syntaxiques familiers, ceux que la théorie lui offre au moment considéré. Le fait de disposer de modèles de portée générale (en l'espèce, d'une grammaire actantielle qui formalise les rapports entre des acteurs quelconques) aide évidemment l'analyste, de façon décisive, à repérer un certain registre de configurations pertinentes, en particulier en matière d'interactions dans l'ordre politique. Mais du même coup, d'autres formes se trouvent exclues de son champ de pertinence bien qu'elles puissent correspondre aussi à des pratiques politiques existantes ou politiquement envisageables. Ne serait-ce qu'en ce sens, la construction du politique en tant qu'objet sémiotique engage toujours une conception *sémio-politique* déterminée, même si, comme on le verra, cette conception varie à mesure que la théorie évolue dans son ensemble. Faut-il déplorer cet état de choses, cette implication du sémioticien dans la délimitation même de son objet et chercher à y remédier ? – Nous croyons au contraire qu'il convient de l'admettre et d'en tirer parti. Aussi bien, puisque (si ce qui précède est exact) toute approche sémiotique du champ politique est inévitablement politique, c'est sans scrupule épistémologique que nous ferons un pas de plus en essayant de justifier sémiotiquement – en termes de syntaxe interactionnelle – le privilège sémio-politique que pour notre part nous accordons à un régime syntaxique spécifique, celui dit de l'« ajustement ». C'est effectivement ce régime-là qui nous semble à la fois le plus innovateur en termes de théorisation, le plus riche sur le plan de la production de sens dans les pratiques de vie comme dans l'activité intellectuelle, et même (sous certaines conditions précises) le plus prometteur par sa portée potentielle sur le plan sociétal des relations de pouvoir.

1. Principes et motivations

1.1. Masculin plutôt que féminin

Décrire les « langages de la politique » comme elle se pratique, et surtout se parle devant nous tous les jours, tel a été jusqu'à présent l'objectif essentiel des recherches sémiotiques dans le domaine des études concernant l'organisation et la pratique du pouvoir. En prenant pour objet les discours d'un nombre limité d'acteurs sociaux considérés comme l'incarnation de la « classe politique » – personnel gouvernemental et parlementaire, leaders de partis, candidats à des élections, militants ou personnalités momentanément en vue –, on s'est employé à développer une analytique de la parole et du spectacle du pouvoir, plus exactement du Pouvoir institutionnalisé. En est issue une masse appréciable de travaux portant sur les divers types de messages que les professionnels de la politique, secondés par les professionnels des médias, adressent aux citoyens en vue d'obtenir leur approbation, leur soutien, leurs suffrages : ce qu'on appelle la « communication politique ».

Ce faisant, dans la mesure même où le gros de l'effort se portait de ce côté, on a presque complètement tenu à l'écart une autre problématique possible, non pas focalisée sur les péripéties et les jeux rhétoriques de *la* politique au jour le jour mais orientée en direction d'une théorie *du* politique, au masculin, en entendant par là la construction d'une syntaxe des relations de pouvoir de portée aussi large que possible, qui permettrait de rendre compte en termes homogènes de la plus grande diversité de régimes politiques expérimentés ou conçus dans l'espace et dans le temps. C'est principalement cette piste que nous nous efforçons d'explorer depuis longtemps au titre de la « socio-sémiotique »¹.

¹ Depuis *La société réfléchie. Essais de socio-sémiotique I* (Landowski, 1989).

Le choix de cette seconde option est lui-même politique. S'en tenir à la première, ce serait au fond accepter l'idée que l'univers de la politique politicienne représente la totalité du champ à conceptualiser et analyser, et que par conséquent son étude épuise la connaissance du politique dans sa généralité. Choisir la seconde, c'est par contre relativiser la portée des péripéties dont les médias nous rendent témoins au jour le jour et ouvrir l'horizon sur d'autres formes de rapports pensables en théorie mais qui se trouvent écartées à la fois, sur le plan pragmatique, par le jeu des pouvoirs institués, et, sur le plan de notre imaginaire conceptuel, par la prégnance de formes idéologiques héritées de la tradition, celles-là mêmes qui, en faisant passer le conjoncturel et le spectaculaire quotidien pour la forme « naturelle » du politique, sustentent et légitiment la forme de pouvoir dominant dans notre environnement immédiat. Sortir de ce cercle et opter pour *le* politique, c'est par conséquent se donner une chance de satisfaire la vocation critique de la sémiotique telle que nous la concevons, en même temps que sa visée anthropologique globale.

1.2. Le sens, objet et enjeu politique autant que sémiotique

Pour un sémioticien d'obédience structurale et plus spécifiquement greimassienne, la sémiotique, et son prolongement socio-sémiotique, se définissent ensemble comme une théorie concernant la production et la saisie du sens et non pas, contrairement à ce qu'hélas on entend indéfiniment répéter, comme « la science des systèmes de signes ». La différence n'est pas anodine. D'abord, développer une théorie n'équivaut pas nécessairement à prétendre instaurer une science ; ensuite, viser à rendre compte de la production et de la saisie du sens, c'est mettre l'accent sur l'étude de procès à caractère dynamique dont l'analyse complète, enrichit ou dépasse celle des systèmes ; enfin, le sens et les signes ne sont pas des réalités commensurables. Les signes sont des objets remarquablement stables, non seulement du fait qu'ils s'interdéfinissent et forment système mais aussi parce que le lien entre signifiant et signifié qui les constitue un à un repose ou bien sur des conventions tacites de longue ou très longue durée, ou bien sur des rapports indicels ou analogiques encore plus constants. Le sens, au contraire, parce qu'il se donne à lire, ou à saisir, comme une totalité non réductible à une somme de signes juxtaposés, est instable par nature, changeant et relatif, toujours en construction². Cela tout particulièrement dans le domaine qui nous intéresse. La vie politique en effet ne relève pas (pas encore ?... en tout cas, pour le moment, pas entièrement) d'une rigoureuse physique sociale qui réduirait toute interaction entre les Etats, les collectivités, les citoyens au seul exercice de rapports de force régis par des régularités immuables du type, par exemple : « Partout et en toute circonstance, c'est la volonté du plus fort (ou du plus riche – cela revient en général au même) qui prévaut nécessairement ». Elle se déroule plutôt, et c'est heureux ! comme la résultante d'une multitude de procès, jamais achevés, de construction, de déconstruction et de reconstruction de *rapports de sens* indéfiniment négociables – donc eux aussi instables, changeants et relatifs, toujours en construction – entre les acteurs sociaux.

Se trouvant ainsi placée au cœur aussi bien de la recherche sémiotique que de la pensée et de l'action politiques, la dynamique de l'émergence du sens, de ses transformations, de sa perte éventuelle, de sa réinvention possible, constitue un centre d'intérêt et un enjeu communs à ces deux activités. Si bien qu'autour de la question du sens, la praxis politique du citoyen et la pratique conceptuelle du sémioticien se coudoient et peuvent (ou en tout cas pourraient théoriquement) avancer de pair. D'un côté, en tant que processus continûment transformateur des rapports de sens qui lient les uns aux autres les sujets de sensibilité et de passion autant que de volonté et de raison que sont les

² Sur la distinction entre lecture (des significations) et saisie (du sens), voir Landowski (2004 : 94-96).

parties prenantes du devenir social, la politique *est une sémiotique* – une pratique de production de sens dans des interactions (même si elle n’est évidemment pas que cela). Et de l’autre, par les options conceptuelles qu’elle effectue en vue d’élucider les conditions de notre saisie du monde comme univers de signification, la sémiotique *est une politique* – pour le moins une politique du sens, susceptible, comme toute politique, de suivre des orientations idéologiques diverses. Qui plus est, dans leurs finalités ultimes, les deux entreprises tendent presque à se confondre : n’est-ce pas un identique espoir, sinon de changer le monde du moins de donner un peu plus de sens à notre être-au-monde, ou un sens nouveau, qui les motive l’une et l’autre ?

Certes, en vertu de ce que Greimas appelait la vocation (et non pas le statut) « scientifique » de la discipline, un sémioticien est en premier lieu censé prendre les fluctuations du sens, qu’elles soient d’ordre politique ou autre, comme de simples objets de connaissance à décrire. Dans le rôle de théoricien et d’analyste qui est alors de sien, les préférences politiques personnelles, et plus généralement les orientations idéologiques ou philosophiques n’ont pas, en principe, dit-on, à interférer. Néanmoins, quand bien même un tel principe serait-il justifié et applicable (ce qui ne nous semble pas le cas, on verra bientôt pourquoi), se posera toujours, en arrière-plan, la vraie, la grande question, la question existentielle du « sens du sens » ou du « sens de la vie » (expressions fréquentes chez Greimas) en tant que matières à interrogation et comme objets de quête. Entendons bien que le mot « quête » ne signifie pas attente passive d’une révélation, ou espoir d’une soudaine découverte, comme si, à l’instar du trésor d’Ali Baba, le sens se trouvait caché quelque part derrière les choses, déjà tout constitué et attendant simplement d’être dévoilé. A l’opposé, la quête dont il s’agit consiste en un travail de *construction* du sens – d’un sens qui, du moment qu’il n’est pas réductible à un conglomérat de signes, n’est jamais ni entièrement préétabli ni figé une fois pour toutes.

1.3. Choix techniques, options de fond

Mais pour « construire » ce sens, il faut bien sûr des « outils ». Lesquels choisir ? Que le sens en jeu soit celui d’un texte (verbal ou autre), d’une situation, d’une interaction ou d’une expérience quelconques, ou qu’il s’agisse plus audacieusement de s’interroger sur le sens de la vie même, quel appareil conceptuel, quel type de modèles et de métalangage utilisera-t-on pour donner à ce sens une consistance et une forme qui permettront de le penser et d’en parler ?³ Rien n’est plus lourd de conséquences que les réponses qu’on donne à ces questions puisque c’est d’elles que dépendra non seulement la forme de l’objet-sens qu’on va construire mais même la pertinence de la démarche suivie, puisque les premiers sinon les seuls critères qui serviront à en juger découleront circulairement du cadre théorique qu’on se sera fixé au départ. A quoi s’ajoute le fait que non moins importante ni moins politique que les options positives de cet ordre (en général mûrement réfléchies et formulées explicitement) est leur nécessaire contrepartie, à savoir le rejet de possibilités alternatives qu’on écarte du même coup, quelquefois délibérément mais parfois aussi sans y prêter grande attention... quand ce n’est pas tout simplement sans même s’en rendre compte.

La décision tactique de Greimas, dans *Sémantique structurale*, de suspendre pour un temps la réflexion sur la dimension énonciative des discours avec l’intention d’y revenir ultérieurement, une fois consolidés les fondements de sa grammaire narrative, est un exemple connu d’exclusion délibérée⁴. Bien d’autres rejets ne sont par contre que

³ Certes, sans jamais oublier qu’« il est extrêmement difficile de parler du sens et d’en dire quelque chose de sensé » – phrase de Greimas dont la prudente modestie a toujours été chère aux moins dogmatiques de ses proches (Greimas, 1970 : 7). Voir aussi Marschiani (2017).

⁴ Voir sur ce point Greimas (1966 : 153-154).

l'envers négatif des options qu'on décide de retenir. Ainsi, alors que la focalisation sur le « texte » (*stricto sensu*) a découlé d'une vraie résolution fondatrice, le rejet durable qui en est résulté par contrecoup face aux problématiques proposées dès le milieu des années 1980 par quelques-uns à propos de l'expérience, des situations, de la « présence », des pratiques, du « vécu » en général⁵ – formes diverses d'un en-deçà ou d'un au-delà du « textuel » – n'a en revanche jamais fait l'objet d'aucune décision à proprement parler. Pour la majorité des sémioticiens, il s'est agi plutôt d'un consensus négatif qui allait de soi : « Hors du texte, point de salut », entendait-on chanter en chœur à l'époque, sur un mode propitiatoire et « psittaciste »⁶. Les effets de cette *non-décision* n'en ont pas moins été cruciaux. D'abord relativement au développement de la théorie, qui a ainsi pâti pendant une bonne trentaine d'années d'un effet de freinage regrettable, et ensuite en termes de réputation. Car après cela, comment s'étonner que la sémiotique soit aujourd'hui encore considérée par la plupart comme une « méthode d'étude des textes » parmi d'autres, seulement un peu plus compliquée que les autres, et rien de plus ?

Voilà en somme comment, dès les premiers pas, tandis qu'il ne s'agit encore que de la définition, en principe à but uniquement opératoire, d'une « stratégie de recherche » (formule bien « greimassienne » elle aussi), on prend en fait déjà des options qu'on peut dire *politiques*, non seulement parce qu'elles imposent un type déterminé de limites à la nature, à la forme, au statut de ce que pourra être le « sens » qu'on s'apprête à construire, mais aussi dans la mesure où les principes de pertinence et les modes de schématisation qu'on retient engagent à eux seuls, par construction, un regard spécifique sur le monde.

Ces choix décisifs, pourtant, nous les avons longtemps faits sans avoir présentes à l'esprit les implications qui leur étaient sous-jacentes et dont, rétrospectivement, certaines nous paraissent à présent si manifestes que nous n'aurons guère de mal, dans un instant, à les expliciter. A notre décharge, nous pourrions certes noter que le même genre de « biais » épistémiques intervient dans toute recherche où l'objet à connaître englobe le sujet connaissant, c'est-à-dire dans à peu près toutes les branches des sciences sociales. Mais cela ne changerait rien au fait lui-même. C'est lui par conséquent que nous devons maintenant regarder de près : quelles sont au juste les options politiques sous-jacentes dont il est question ? Nous nous bornerons à envisager, parmi diverses options qui peuvent rétrospectivement paraître sujettes à caution, celles dont le dépassement aura été le plus déterminant pour le développement de la théorie et de ses prolongements socio-sémiotiques actuels.

1.4. Au service d'une cause

Mais précisons d'abord l'idée de « dépassement ». Il ne s'agit pas de l'abandon de positions qu'on aurait commencé par adopter puis qui auraient un beau jour paru indûment biaisées et qu'en conséquence on aurait entrepris de purifier de leur coefficient idéologique en vue de parvenir à l'« objectivité », à la « neutralité », à l'« apolitisme » communément attendus d'une « vraie science ». Une telle démarche ne nous semblerait pas seulement illusoire mais aussi contreproductive par rapport aux potentialités d'une sémiotique lucide vis-à-vis d'elle-même, ce qui veut dire, notamment, résolue à assumer les engagements politiques corrélatifs de ses options épistémiques et non pas encline à les ignorer ou même empressée à les nier sous prétexte de prétendue neutralité. Le dépassement dont il est question ne doit donc pas être entendu comme la

⁵ Voir par exemple « La lettre comme acte de présence » (Landowski 1988 : 19-25), rééd. in Landowski, (1997 : ch. 6), « Le donné et le négocié : du langage en contexte au discours en situation » (Landowski, 1992), « Pour une sémiotique des situations » (Landowski 1997 : 197-199).

⁶ Sur la forme académique du *psittacisme*, voir Petitimbart (2020).

recherche d'une impossible élimination du facteur idéologique. Il s'agit en revanche de sa critique et de redéfinitions éventuelles de ses orientations. Car s'il est vrai qu'au cours des dernières décennies, faire avancer la conceptualisation sémiotique a largement consisté, de la part des uns et des autres, à amender les modèles standards des années 1970-80 tout en récusant certaines de leurs implications idéologiques et à élaborer des modèles de substitution en partie nouveaux, il est vrai aussi que ces aménagements n'ont aucunement chassé l'idéologie mais tout au plus abouti à mettre en place le socle conceptuel d'idéologies alternatives.

Pour ces raisons, plutôt que d'aspirer au regard détaché du savant prétendument hors contexte, nous avons opté depuis longtemps en faveur du « regard impliqué » propre à tout chercheur qui, se sachant (et ne répugnant pas à s'avouer) pris dans les contradictions du monde où il vit, met son travail « scientifique » au service d'une cause, philosophique, morale, civique, sociale ou politique⁷. C'est là certes un choix personnel, « subjectif » peut-être, mais qui ne s'en justifie pas moins en termes de productivité intellectuelle en même temps que de responsabilité citoyenne – « en même temps » parce que les deux nous paraissent inséparables. Effectivement, les causes d'ordre moral ou politique pour lesquelles nous travaillons ou avons travaillé – et cela non pas en marge de la recherche sémiotique mais dans son exercice même – ont toutes été, en même temps que morales ou politiques, des *causes sémiotiques*. Elles l'ont été en ce sens que les raisons que nous avons eues de les épouser, le goût qui nous est venu de les défendre et, si limités soient-ils, les moyens pour le faire, nous ont tous été inspirés par une forme de rationalité spécifiquement sémiotique.

Tel a été le cas du travail que nous avons entrepris pour la cause de l'*altérité* à une époque où déjà, vers la fin des années 1980, commençaient à se multiplier les mesures d'exclusion face aux immigrés et « anormaux » en tous genres, travail directement issu d'une critique sémiotique des idéologies identitaires⁸. De même, c'est la construction d'une théorie générale des régimes de sens dans l'interaction qui, de proche en proche, nous a amené à défendre la cause d'une sémiotique *écologique* articulée en termes d'ajustements entre soi et « l'autre » – un *autre* reconnu et traité comme authentique co-sujet quel que soit son statut, depuis l'*alter ego* jusqu'à l'environnement dans son ensemble⁹. De même encore pour ce qui concerne une longue série d'études à valeur de plaidoyers pour les principes *démocratiques*, études entreprises en réaction à des atteintes qui de longue date préfiguraient déjà l'actuelle « vague populiste » et qui ont été conduites parallèlement à la construction d'une théorie sémiotique des figures de pouvoir (du technocrate à la vedette, du héros médiateur au bouffon) et des régimes politiques (ce sur quoi nous reviendrons plus bas)¹⁰. En chacun de ces cas, la démarche englobe mais aussi déborde la sphère de connaissance académique puisqu'il s'agit explicitement de contribuer à la transformation des rapports de sens dont dépendent les fluctuations de la vie collective¹¹. C'est là une manière de concevoir pour notre discipline une vocation non pas exclusive mais complémentaire de la « visée scientifique » que Greimas lui assignait : sa « vocation ancillaire », guidée par ce qu'on pourrait appeler une

⁷ Première formulation explicite de cette position : « Le regard impliqué » (Landowski, 1998) ; rééd. (Landowski, 2004 : ch. 1).

⁸ Voir à ce propos Landowski (1991 et 1997 : ch. 1 et 2).

⁹ A ce sujet, cf. Landowski (2005 et 2017).

¹⁰ En particulier, « Figures d'autorité » (Landowski, 1989 : ch. 12) ; « Régimes de présence et formes de popularité » (Landowski, 1995), rééd. (1997 : ch. 7) ; (Landowski, 1999), rééd. (2004 : ch. 10) ; « La politique spectacle revisitée : manipuler par contagion » (Landowski, 2008) ; « Populisme et esthésie » (Landowski, 2018) ; « Critique sémiotique du populisme » (Landowski, 2019).

¹¹ D'où les questions suivantes : « A quoi sert la construction de concepts ? » (Landowski, 2014) et avec J. Fontanille, « A quoi bon la sémiotique ? » (Landowski et Fontanille, 2015).

« éthique » de l'engagement sémiotique si le mot n'était pas à la fois grandiloquent et galvaudé à force de servir désormais à tout propos.

Deux études sémio-politiques récentes, parues dans la revue *Actes Sémiotiques* et dues respectivement à Roberto Pellerey et Jacques Fontanille, nous semblent aller aussi dans cette direction¹². Elles partent l'une et l'autre d'un examen critique de la conceptualisation sémiotique classique, peircienne d'un côté, greimassienne de l'autre, et de leurs implicites idéologiques. Ensuite de quoi les deux sémioticiens explorent divers modes possibles de dépassement (au sens ci-dessus), ce qui les conduit à la reconnaissance de formes d'organisation sociétale – de type solidaire chez Pellerey, coopératif chez Fontanille – radicalement nouvelles par rapport aux schémas « canoniques » aussi bien de l'économie politique classique que de la sémiotique standard. Et de ces formes inédites, chacun des auteurs met en lumière la signification et la portée anthropologiques. Si on généralise, l'exercice montre l'existence d'un rapport d'implication réciproque entre les révolutions dont nous sommes capables sur le plan de la conceptualisation (en l'occurrence sémiotique) et l'étendue des changements que nous sommes à même de penser, et le cas échéant prêts à tenter de promouvoir sur le plan des rapports sociétaux vécus.

En tout cela nous voyons la preuve que la rigueur « scientifique », loin d'exiger la mise en suspens de toute visée politique comme le prônent beaucoup d'apprentis épistémologues, peut se mettre efficacement au service de grandes causes sociétales et leur servir de support, jusqu'à se traduire sous la forme d'un militantisme sémio-politique éclairé. En sens inverse, une visée politique assumée joue comme un stimulant intellectuel puissant qui incite aux plus grands efforts de précision et de cohérence dans le travail de conceptualisation et d'analyse, ce dont en définitive la théorie sémiotique elle-même tire avantage sous la forme d'enrichissements ou de renouvellements de ses modèles. L'engagement militant du citoyen ne nuit donc pas à l'engagement professionnel du sémioticien ; au contraire, en la personne du chercheur, les deux exigences se renforcent mutuellement¹³.

Cependant, du caractère relativement récent des études sur lesquelles nous venons de nous appuyer, on aurait tort de déduire que précédemment le « regard sémiotique » n'avait jamais été un regard politiquement orienté. A notre sens, il l'a en fait toujours été, mais de façons très différentes au fil du temps, quant à la manière aussi bien qu'au contenu. Nous nous bornerons à envisager ce qu'il en a été durant les décennies 1970 et 80, celles de la sémiotique classique, ou standard, telle que synthétisée en particulier par le *Dictionnaire* de Greimas et Courtés paru en 1979, puis à évoquer les innovations qui se sont développées en gros depuis le début des années 2000.

2. Modèles et orientations

2.1. Années 1970-80 : le schéma narratif initial

Tout est issu de la décision prise par Greimas de placer la narrativité au cœur de sa théorie, choix qui féconde encore actuellement l'essentiel de nos recherches. Si quelque chose est à revoir dans la conceptualisation dont nous sommes les héritiers, ce n'est donc pas ce choix initial – pas la narrativité en tant que principe général d'intelligibilité – mais une option seconde qui en a limité la portée en l'enfermant dans une forme destinée, selon l'expression de Greimas, à tenir lieu de « modèle idéologique de

¹² Cf. Pellerey (2019), Fontanille (2019).

¹³ D'où en particulier les efforts que nous menons avec insistance, en tant que rédacteur en chef des *Actes Sémiotiques*, pour promouvoir la dimension sociale et politique de la discipline.

référence »¹⁴. Cette forme, c'est celle du « schéma narratif ». Qualifié de « cadre formel où vient s'inscrire le "sens de la vie" » (Greimas et Courtés 1979 : 245), il se présente comme une syntaxe de la circulation des objets entre des sujets en quête de « conjonction », qu'il s'agisse de choses consommables (biens et services de toute nature), thésaurisables (à commencer par l'argent) ou à valeur « modale » (tels que le savoir ou le pouvoir). S'il faut que les éléments les plus divers passent ainsi de main en main, c'est parce que la nécessité de leur mise en circulation découle, en surface, d'une option fondatrice, d'ordre épistémologique mais à la limite du postulat ontologique : selon l'optique standard, seule une « intentionnalité » tendue vers l'objet, quel qu'il soit, est censée pouvoir constituer le Sujet ; et corrélativement, seule la quête des objets de valeur est supposée pouvoir donner un sens (à la fois des orientations et une signification) à « la vie ».

Le contenu idéologique de ce « cadre formel » est de deux ordres. L'un relève de la théorie politique, l'autre d'une économie politique. La vision qu'il propose implicitement de la vie en société est en effet d'abord une vision *démocratique* en son principe. Chacun étant supposé animé par une volonté libre et consciente d'elle-même, les rapports entre sujets ont vocation à être régis par des accords relatifs aux conditions de l'échange des objets-valeurs, accords dont l'établissement passe par des procédures de négociation : c'est le régime interactionnel dit de la *manipulation*, métaterme mal choisi puisqu'il éveille la suspicion alors qu'il désigne ce que cette grammaire présente de plus positif en termes politiques, à savoir le privilège attribué à la dialectique du « faire persuasif » et du « faire interprétatif », donc à la libre discussion, à la « raison », au contrat, par opposition au recours à la force, y compris dans l'instauration et l'exercice des rapports de pouvoir.

Mais le même schéma est interprétable aussi comme l'expression d'une vision foncièrement utilitariste qui tend à réduire tous les rapports à autrui, et au monde en général, à ceux d'une société de la *marchandise*. « Ce qui est essentiel pour l'homme, postule Greimas, c'est la quête des valeurs, leur *appropriation*, leur attribution »¹⁵. Cette optique n'est pas contradictoire avec la précédente mais elle radicalise un de ses prolongements possibles : elle tend à réduire l'intentionnalité d'ordre existentiel qui fonde le sujet – son vouloir *être* – à une quête obsessionnelle de possession, à un simple vouloir *avoir*. Dès lors, quel que soit le type d'objets occurrencelement visés – richesses, femmes, pouvoirs, honneurs, connaissances, etc. –, la seule raison d'être justifiant l'établissement de rapports entre sujets, ou entre sujets et non-sujets (de l'amibe au firmament), ne peut tenir qu'aux avantages, matériels ou symboliques, à en attendre. En conséquence, la valeur des valeurs se négociant en fonction du profit qui peut en être tiré, la société, la vie tout entière, l'existence même tendent à devenir un vaste marché où les biens transitent entre propriétaires-détenteurs « en état de conjonction » et possédants encore seulement « virtuels », c'est-à-dire en quête d'appropriation¹⁶. Et de proche en proche, le monde environnant dans son ensemble, « non humains » et « humains » confondus, apparaît comme un simple stock de ressources exploitables, à rentabiliser coûte que coûte.

Voilà donc que le sujet de la démocratie sémiotique s'est retourné. Comme Janus, il laisse maintenant voir son autre visage, celui d'un obsédé des biens de ce monde, froid calculateur et consommateur insatiable, gérant d'un capital à faire fructifier sans réserve

¹⁴ Cf. *Sémiotique. Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, entrée « Narratif (schéma —) », § 8 (Greimas et Courtés, 1979 : 247).

¹⁵ Dans « La soupe au pistou ou la construction d'un objet de valeur » (Greimas, 1979), rééd. (1983 : 169) ; souligné par nous.

¹⁶ A quoi vient s'ajouter la distinction annexe entre état de *disjonction*, où l'objet « n'a jamais été possédé » et état de *non-conjonction*, « qui présuppose syntagmatiquement que l'objet a été déjà possédé » (Greimas et Courtés, 1979 : 201), entrée « Jonction ». C'est la récurrence du terme *possédé* qui nous importe ici.

ni limite d'aucune sorte¹⁷. Sans doute n'est-ce pas une pure coïncidence si cette « philosophie » focalisée sur la « jonction » s'est imposée comme allant de soi dans les années 1960-70, durant la période dite des « Trente Glorieuses » où la « société de consommation » commençait à prendre son essor en tant que forme émergente d'un capitalisme en voie de « mondialisation ».

Qu'en termes de préférences idéologiques ou politiques on l'accepte ou le rejette, ce schéma dit « canonique » constitue une grille de lecture d'une incontestable efficacité. Conçu à l'origine pour l'analyse d'interactions simulées dans des récits, il rend parfaitement compte de conduites observables à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique, et permet d'en appréhender la logique sous-jacente. La forme de rationalité qui accompagne sa syntaxe paraît effectivement se confondre avec la vision du monde socialement partagée (autrement dit l'idéologie) qui dans nos sociétés sous-tend les comportements les plus ordinaires, les plus « normaux » des acteurs sociaux tout en donnant à leurs propres yeux une part de raison à leurs actes. Le mariage est même si heureux qu'on pourrait croire que le Sujet sémiotique de la grammaire standard n'a été façonné sous sa forme spécifique que pour étayer les mythes justificateurs de sociétés partagées, comme les nôtres, entre idéal démocratique et règne du marché, principes à bien des égards divergents mais que permet de concilier une idéologie individualiste posant en règle générale la fiction d'un Sujet entièrement rationnel et libre aussi bien comme agent économique que comme électeur et que sujet de droit¹⁸. A moins que ce ne soit l'inverse et que le schéma narratif ait été dicté par l'instance idéologique diffuse qui domine notre culture. En tout état de cause, complice de l'habitus politique dont il sert à rendre compte ou son simple reflet, cette construction dont tant de sémioticiens se plaisent à proclamer le caractère nécessaire et la validité universelle a de toute évidence partie étroitement liée avec une vision philosophique, anthropologique, juridique, économique, sociale et en dernière instance politique clairement marquée, de type « logocentrique » pour la qualifier lapidairement.

Le jugement critique que nous portons ainsi sur cette construction intrinsèquement sémio-politique ne saurait toutefois conduire à son rejet puisque c'est elle, en dépit de tout, qui régule le train train de sociétés civiles assises sur la négociation et le contrat, ce qui n'est certainement pas le pire des modèles sociétaux possibles¹⁹. Certes, tout cela pourrait inciter à s'interroger sur le caractère « scientifique » dudit schéma, mais là n'est pas non plus l'essentiel à nos yeux. Ce qui porte davantage à conséquence, c'est le fait qu'une grammaire de l'interaction exclusivement centrée sur la circulation des objets et débouchant sur des parcours de vie dont le sens ne peut tenir qu'à des rapports de possession traduit une vision très étroite de la vie en société, et de notre condition sur cette terre. Elle exclut, ignore, oublie ou rejette bien d'autres manières possibles de penser, y compris politiquement, le sens de notre être-au-monde.

D'où les tentatives de modélisation que nous allons présenter maintenant. Sans aucunement chercher à invalider le modèle classique, elles visent à y apporter un ensemble articulé de compléments sémiotiquement et anthropologiquement nécessaires.

¹⁷ Tout cela, paradoxalement, en complète opposition, sur le plan psychologique, avec le caractère foncièrement généreux, non-possessif et désintéressé du fondateur de cette théorie.

¹⁸ Il se pourrait que la formation juridique de Greimas (à l'université de Kaunas en 1934-36), si succincte ait-elle été, ne soit pas tout à fait étrangère au fait que le Sujet sémiotique conçu par lui trente ans plus tard semble presque le calque du sujet de volonté autonome, rationnel et calculateur par excellence, celui du Code Civil.

¹⁹ S'il fallait donner une figure au pire, on aurait le choix entre le chaos social déterminé par l'arbitraire d'un souverain absolu aux décisions imprévisibles – régime du pur aléa pour ceux qui le subissent – et l'ordre totalitaire d'une société bureaucratique entièrement programmée. Nous allons y revenir.

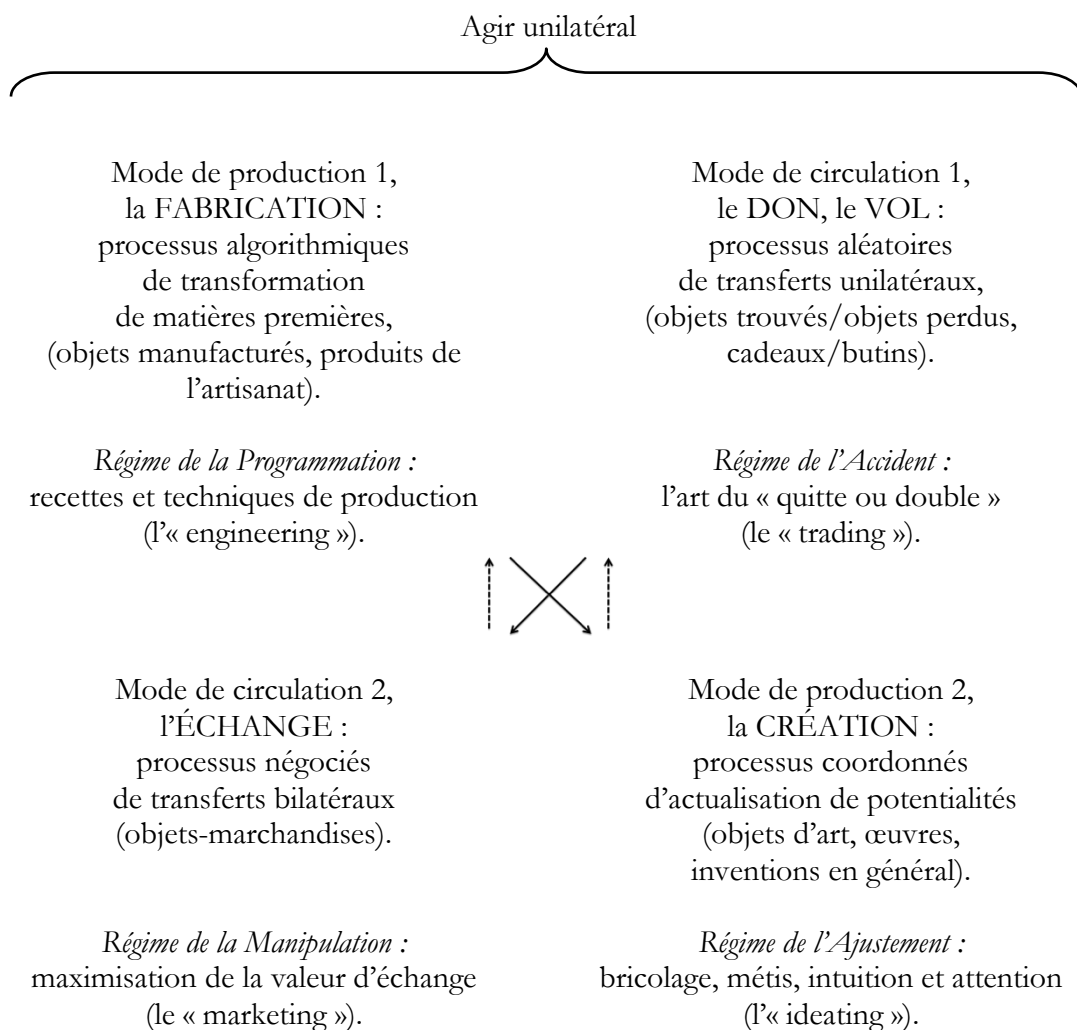
2.2. Quarante ans après : une pluralité de régimes

En concentrant toute l'attention sur l'économie de l'échange considéré, en tant que mode d'obtention des objets de valeur, comme un moyen de subsistance si « essentiel pour l'homme » qu'il épuiserait pour ainsi dire le « sens de la vie », on a effectivement négligé d'autres formes de rapports non moins essentielles, qui sont à la base de modes d'existence différents, culturellement attestés les uns et les autres sous des formes et à des degrés divers et dont la prise en considération aurait pu ouvrir d'autres perspectives sémio-politiques.

En premier lieu, la syntaxe bilatérale de l'échange a pour corrélat la logique unilatérale du *vol* et du *don*, autres modes de transfert de biens qu'une anthropologie sémiotique de portée générale ne peut pas ignorer étant donné qu'ils sont à la base de modes de vie sociale, économique et politique non moins effectifs. En second lieu, à côté des logiques de la *circulation* des valeurs, une place doit être faite aussi aux logiques de leur *production*. Avant qu'une chose ne soit donnée, volée ou échangée, donc transférable, il faut bien, au minimum, qu'elle existe, et pour cela qu'elle ait été produite d'une manière ou d'une autre. A cet égard, deux formes se distinguent d'emblée : d'un côté, une syntaxe de la *fabrication*, de l'autre, une syntaxe de la *création*.

La manière dont ces divers modes d'obtention des objets s'articulent entre eux peut être présentée schématiquement (selon la syntaxe du carré sémiotique) comme suit :

Diagramme 1. Modes d'obtention des objets



Co-opération

Comme souligné dans ce schéma par les italiques, chacune des procédures ainsi interdéfinies engage un *régime interactionnel* déterminé – Programmation, Manipulation, etc.

Dans l'ordre tout d'abord de la *circulation* des valeurs, on retrouve bien sûr la syntaxe de l'*échange*, selon laquelle au minimum deux sujets intentionnels, en négociant les termes de leurs transactions puis en s'obligeant réciproquement par la passation de contrats, se *manipulent* l'un l'autre : c'est un premier régime, qui ne fait que reprendre le schéma « standard » déjà décrit plus haut.

La syntaxe du *don*, comme celle du *vol*, relève par contre d'un régime entièrement différent, celui de l'*accident*, fondé sur l'aléa. Un vol, cela va de soi, est une « malchance » pour qui en est la victime. C'est un accident qui rompt l'ordre habituel des choses, et en même temps une « aubaine » pour qui, malgré les risques encourus, réussit à le commettre sans être pris. Or un don aussi, lorsqu'il est unilatéral, est à sa manière (plus heureuse) un accident, une « chance », sur laquelle toutefois, par définition, le bénéficiaire ne peut pas compter puisque la générosité du donateur n'est jamais garantie mais reste par nature un facteur relativement aléatoire. Ce coefficient d'« aléatorité » culmine lorsque du don on passe à la trouvaille « tombée du ciel », ou du vol à la perte « fortuite », le transfert n'étant plus en pareils cas imputable à quelque « bienfaiteur » ou « malfaiteur » mais à une figure mythique que nous avons baptisée l'*actant joker*, à savoir « le hasard »²⁰. Ce n'est pas là une configuration socialement négligeable car il suffirait, par exemple, de recenser tous les parieurs de loto du dimanche pour vérifier que selon toute probabilité les adeptes du régime de l'accident, en tout cas sous sa variante « soft » la plus populaire, ne sont guère moins nombreux que ceux du régime, plus orthodoxe sous nos latitudes, de la manipulation... régime que les mêmes parieurs dominicains pratiquent d'ailleurs consciencieusement, comme forme de vie alternative, les autres jours de la semaine.

Ensuite, tout comme la circulation des objets, leur *production* peut relever de l'un ou l'autre de deux régimes opposés. La *fabrication* (de type artisanal ou industriel, peu importe) passe par la mise en œuvre d'algorithmes enchaînant des opérations transformatrices spécifiées en fonction du type d'objet à obtenir et appliquées unilatéralement à une (ou plusieurs) matière première : elle repose, autrement dit, sur des *programmations* de l'action. Tandis que la recette de cuisine en donne un exemple rudimentaire et familier, le taylorisme et la recherche opérationnelle visent leur systématisation²¹. Il en va de même en ce qui concerne les prestations ou fournitures de services, qui pour être effectuées en bonne et due forme, supposent le respect de suites ordonnées de procédures adéquates et convenues (telle la succession des opérations de lavage, coupe, « mise en pli », etc., chez la coiffeuse de Madame). Ce genre d'ordonnement programmé prédéterminant, au moins dans leurs grandes lignes, aussi bien le résultat du processus que son déroulement, il est clair qu'il favorise la reproduction conforme de modèles préétablis, et que du même coup il tend par

²⁰ Voir Landowski (2005 : 70-71).

²¹ A placer sous la même rubrique que la fabrication proprement dite, qui procède généralement par composition de matériaux, l'*extraction*, qui relève au contraire du tri (séparer le bon grain de l'ivraie, raffiner un minerai), de même que le *transport* et même le simple *stockage* (déplacement de matériaux dans l'espace ou conservation dans le temps), constituent d'autres formes de travail transformateur et programmé permettant soit l'obtention d'objets nouveaux, soit, pour le moins, celle d'une « valeur ajoutée » par rapport à un donné de départ.

construction à exclure (sauf accident) l'apparition de quoi que ce soit de proprement novateur.

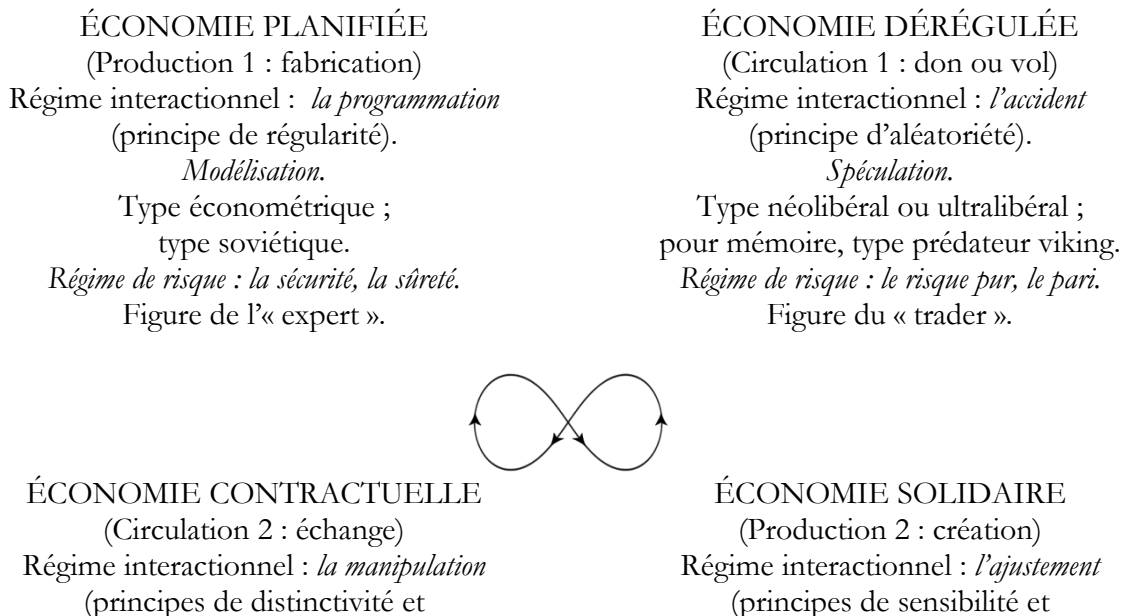
Seule la syntaxe du régime interactionnel opposé, que nous appelons *ajustement*, permet en son principe la *création* de formes inédites (sans bien sûr rien garantir à l'avance). Quel que soit le type d'innovation visé – faire advenir à l'existence de nouveaux objets ou, par exemple, inventer des formes relationnelles ou organisationnelles inédites dans un champ professionnel, social ou politique –, « créer » requiert une entière disponibilité, une ouverture d'esprit permettant d'accueillir le non prévu et d'en tirer parti. Le processus de production que nous appelons « création » peut en conséquence être décrit comme une suite non programmée et non programmable, donc non prévisible (sans pour autant être aléatoire) d'interactions mutuelles entre des partenaires dont la coordination rend (en principe) possible l'actualisation d'un potentiel inhérent à leur relation même. Cela implique une dynamique interactionnelle *sui generis*, à la faveur de laquelle un créateur-en-puissance et un potentiel susceptible de prendre forme parviennent à s'accomplir l'un par l'autre et en acte. L'innovation qui peut en résulter devrait par suite être considérée non pas comme l'œuvre d'un seul agent (vu comme un démiurge qui ferait sortir l'être du néant) mais comme le fruit d'une coordination avec « l'autre », *alter ego* ou réserve quelconque de potentiel²².

Chacune de ces configurations est virtuellement porteuse d'une grande variété de modes d'organisation et de fonctionnement des interactions, notamment, comme on va le voir tour à tour, sur le plan de la vie économique, puis politique.

2.3. Esquisse d'une sémiotique des régimes économiques

Sur la base des principes de syntaxe interactionnelle précédemment posés, on peut tout d'abord esquisser un modèle qui, à ce qu'il nous semble, permet d'interdéfinir les principaux courants de pensée qui s'affrontent en matière d'économie politique.

Diagramme 2. Régimes économiques



²² Dans le cas de la création artistique ou intellectuelle, autrement dit, de l'« invention », ces interactions prennent la forme d'une dynamique mentale confrontant des esquisses d'actualisation tentées par le créateur en puissance et les résistances d'une forme à venir, initialement entrevue comme simple potentialité. Cf. « Transformation ou création ? » in Landowski (2009 : III.1).

d'intentionnalité).
*Délégation, spécialisation,
hiérarchie, profit.*
Type capitaliste libéral classique.
Régime de risque :
le risque limité.
Figure du « PDG ».

de disponibilité).
*Participation, égalité,
démocratie directe dans l'entreprise.*
Type coopératif.
Régime de risque :
l'insécurité, la « précarité ».
Figure du « camarade ».

En termes d'économie politique, le régime de la *programmation* recouvre, d'une région du monde et d'une époque à une autre, soit des systèmes de planification stricto sensu concernant la production des biens et services, soit diverses formes de modélisation économétrique destinées à assurer, par incitation, une maîtrise optimale des flux dans l'espace et des fluctuations dans le temps, telle la planification « à la française » des années d'après-guerre²³. Entrent aussi sous cette rubrique divers types de politiques productivistes (du colbertisme au keynesianisme) où l'Etat prend en charge la définition des grands équilibres et des objectifs quantitatifs ainsi que, généralement, la gestion d'une grande partie des moyens de production, notamment en recourant à leur nationalisation.

A l'opposé de ces stratégies qui visent la stabilité, la régularité et la sécurité du développement, prennent place divers types de pratiques – dont celles dominantes dans notre monde « globalisé » et de plus en plus « dérégulé » – qui privilégient le régime de l'*accident* et mettent délibérément la survie économique sous la dépendance de l'aléa, financier en premier lieu. Certes, aucun système n'échappe à des risques de toutes sortes, mais ici le pari, l'incertitude, l'accident (« heureux » ou le contraire) ne font pas seulement partie de la forme d'organisation économique assumée, ils en constituent le ressort même. La spéculation aujourd'hui pratiquée à grande échelle en donne la meilleure illustration avec sa figure emblématique, le « trader », tantôt amasseur des gains les plus faramineux tantôt responsable des faillites les plus spectaculaires. Loin d'être envisagé comme le résultat d'un travail (selon le vieux slogan « Travaillez plus pour gagner plus ! », qui renvoie à une morale de l'échange : petite « récompense » contre gros effort), le gain est en l'occurrence attendu comme le fruit de la chance (et, bien sûr, accessoirement, du « flair ») selon une logique du *don* sans contrepartie qui est en définitive celle du jeu de hasard. D'où les politiques actuelles de dérégulation conçues pour écarter tout biais susceptible de limiter les chances de profit des plus « fortunés » (aux deux sens du terme), avec au surplus l'idée que le hasard, allié au libre jeu de la concurrence, fait bien les choses et que, par suite, la fortune des uns finira par assurer le bonheur de tous : c'est la « main invisible » d'Adam Smith qui nous le garantit statistiquement, donnant par là une caution théorique de grand style aux thèses les plus extrêmes du néo ou de l'ultralibéralisme.

Mais de l'unilatéralité du don on glisse aisément à celle du *vol*, autre forme du régime de l'*accident*. Ce qui nous amène à passer brièvement du plus actuel à une époque lointaine et peu connue : la société viking des VIII^e-XI^e siècles. Elle nous offre l'exemple historiquement attesté d'un système économique fondé sur la rapine, le pillage – plus précisément le « raid », sous la forme d'expéditions maritimes aussi profitables qu'hasardeuses qui touchèrent l'ensemble des côtes européennes, de la Baltique à la Méditerranée. A peine de production et très peu d'échanges (si ce n'est par d'autres voies, fluviales ou terrestres, en direction du Proche-Orient) : on a là une économie de prédation où l'obtention des ressources vitales repose fondamentalement (et tout jugement moral à ce propos serait aussi anachronique que non pertinent) sur

²³ Sur la planification dite « incitative » (longtemps avant les « nudges »), cf. Landowski (1975).

l'« appropriation » du bien d'autrui, ou « réalisation réfléchie de l'objet de valeur » puisque tel est l'euphémisme sémiotique pour « vol »²⁴.

Le régime interactionnel suivant (selon la syntaxe du modèle), celui de la *manipulation*, nous ramène en terrain familier puisque c'est à cette enseigne que se place l'économie libérale classique. Diamétralement opposée au système dérégulé des ultralibéraux, elle se développe dans le cadre formel de la convention et du contrat, c'est-à-dire du Droit et *des droits*, le premier d'entre tous étant le droit de propriété : on en revient ainsi à la problématique « jonctive » du modèle narratif classique, avec l'idéologie foncièrement propriétaire qui lui est sous-jacente²⁵. Ici, l'interaction entre les agents (dans les échanges matériels comme dans la rémunération du travail, et du capital), sans pour autant être soumise aux rigidités de la programmation-planification, est encadrée par une législation qui vise non pas à fixer des normes quantitatives mais à garantir le respect de quelques méta-règles concernant l'arbitrage des conflits et l'équité des transactions. Un interventionnisme mesuré permet en outre de remédier aux accidents de conjoncture par un minimum de mesures de protection sociale. Le principe de l'économie de marché et du libre-échange n'est donc pas en l'occurrence tenu pour incompatible avec l'idée de régulation. Il en résulte un régime de risque limité et encadré, à égale distance des risques d'accident illimités d'un système ultralibéral, et de l'illusoire « risque zéro » poursuivi par les économies strictement dirigées.

Le dernier poste du modèle, celui d'une économie *solidaire* fonctionnant selon les principes interactionnels de l'*ajustement* est sans aucun doute le plus problématique. Non pas tant du point de vue économique (encore que bien des facteurs, notamment d'ordre technologique, rendent sa mise en œuvre difficile) qu'en raison des réticences idéologiques et des résistances politiques auxquelles il se heurte de front. Diverses études sémiotiques ont cependant montré la pertinence d'un tel régime, au moins à l'échelle micro-sociale de l'unité de production. Une des plus convaincantes est celle précédemment mentionnée de Jacques Fontanille sur les coopératives, où il montre quelle révolution culturelle et politique le recours à une syntaxe d'ajustement (bien qu'il n'emploie pas ce terme) est susceptible d'introduire dans le fonctionnement social d'une entreprise et dans la vie – dans l'existence même – de ses agents²⁶. D'autres travaux indiquent à quelles conditions il peut en aller de même dans des domaines très divers de la pratique, et d'une manière générale pour la gestion des collectivités publiques ou privées²⁷. Sur le plan macro-social, face aux dramatiques problèmes environnementaux de notre temps, la logique du régime d'ajustement pourrait ouvrir une voie de réflexion alternative concernant le passage d'une économie d'exploitation à une écologie tournée vers l'accomplissement (entendu comme l'actualisation effective d'un potentiel) de l'ensemble des interactants, par delà l'opposition nature / culture²⁸.

2.4. Crise de régimes politiques

Transposé de l'économie politique au domaine spécifiquement politique, le modèle débouche sur les distinctions de régimes suivantes :

²⁴ Voir les entrées « Appropriation », « Attribution », « Epreuve » in Greimas et Courtés (1979). Sur la société viking, cf. « Maritime mode of production. Raiding and trading in seafaring chiefdoms » (Ling et al., 2018) et Hammad (2020) ; bizarrement, dans ces deux études, l'économie de prédation scandinave est qualifiée par antiphrase de « mode de *production* maritime ». Clin d'œil ironique entre post-marxistes ?

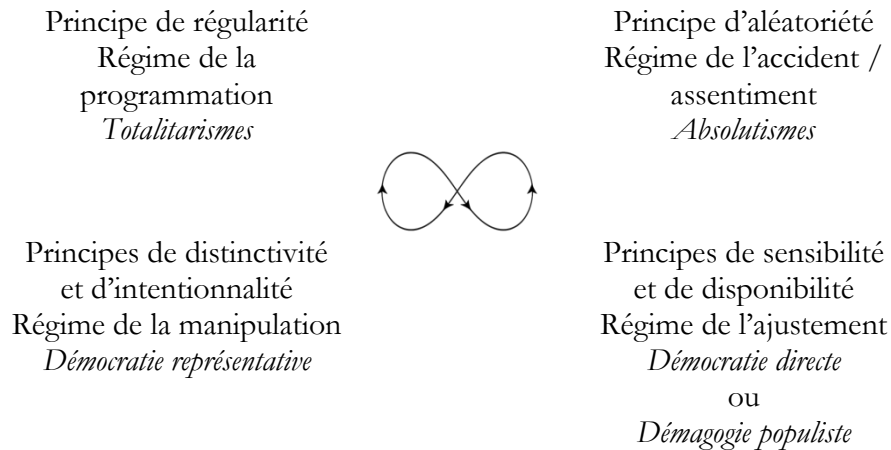
²⁵ L'adjectif « propriétaire » est récurrent sous la plume de l'économiste Thomas Piketty. Cf. Piketty (2019).

²⁶ Voir « La coopérative et son territoire » in Fontanille (2018).

²⁷ Voir notamment Petitimbert (2013), Catellani (2018), Cervelli (2013), Ciaco (2013).

²⁸ Sur ce « par delà », voir en particulier Calame (2015), Petitimbert (2017), Landowski (2017).

Diagramme 3. Régimes politiques



Les *totalitarismes* sont des régimes politiques où la collectivité tout entière est soumise à des principes rigides et des régularités théoriquement immuables, en général appuyées sur une prétendue connaissance scientifique des lois de la société et de l'économie. Les interactions entre agents sont en conséquence encadrées par des réglementations et orientées par des consignes qui ont pour effet de réduire les comportements individuels et collectifs à l'exécution d'algorithmes préétablis : en termes sémiotiques, c'est la syntaxe du régime interactionnel de la *programmation* qui est ainsi mise en l'œuvre. Du corporatisme de la France de Vichy à la mise en ordre sociale nazie, fasciste ou stalinienne, les exemples historiques les plus caractéristiques de ce type de régimes sont trop connus pour qu'il soit utile d'entrer dans des détails. On doit en revanche se demander si les formes actuelles de contrôle et de normalisation à grande échelle rendues possibles par le développement des instruments de surveillance informatique ne vont pas tout doucement dans la même direction, celle d'un totalitarisme d'allure plus « soft » mais d'autant plus efficace qu'il est mieux accepté, sinon même désiré, par la masse de la population²⁹.

Non moins contraignants bien que d'une autre manière, les *absolutismes* placent les sujets politiques sous la dépendance d'une autorité toute puissante dont les décisions ne dépendent que de son propre caprice : c'est la volonté souveraine et arbitraire du prince qui détermine le sort de tout un chacun sous la forme de diktats aussi difficiles à anticiper que les accidents de la vie ordinaire. L'autorité ne se fonde plus alors sur une « science » mais sur un dogme, tel celui de la transcendance du pouvoir « de droit divin » investi dans l'autorité suprême du temps des anciennes monarchies. Qu'il s'agisse du monarque au sens propre ou, à l'époque moderne, de figures de pouvoir investies d'une sacralité laïque (depuis le Petit Père des Peuples ou le Grand Timonier d'antan jusqu'aux « hommes providentiels » actuellement révéérés par les populistes un peu partout dans le monde), les décisions que prennent de tels dirigeants relèvent d'un pouvoir quasi-discrétionnaire. Leurs choix ne sont donc guère plus prévisibles que les « décrets » du hasard. Autrement dit, le régime sémiotique en vigueur est celui de l'*accident* inévitable, et en même temps aussi, bien souvent, celui de l'*assentiment* à l'arbitraire. Face à l'absolu du pouvoir, que peut-on en effet dans bien des cas, si ce n'est y consentir comme à une fatalité ? Si le « culte de la personnalité » a constitué naguère une des formes les plus notoires d'un tel assentiment, la dévotion manifestée de nos jours par des millions de supporters à l'égard d'individus apparemment aussi « capricieux » sinon lunatiques qu'un Donald Trump, un Boris Johnson ou un Jair Bolsonaro relève du même régime.

²⁹ Sur les pièges du « totalitarisme soft », cf. Landowski (2016).

Ceci posé, il n'est bien entendu aucune forme de totalitarisme ou d'absolutisme qui ne soit aujourd'hui formellement rejetée par l'ensemble des mouvements politiques : tout le monde ou presque, dictateurs inclus, se revendique volontiers « démocrate », chacun à sa manière. Ce terme, il est vrai, n'est pas d'une extrême clarté puisqu'on a connu des « démocraties populaires » à caractère typiquement totalitaire et que se multiplient à présent des « démocraties illibérales » à nette tendance absolutiste. Quoi qu'il en soit, dans la conjoncture politique actuelle, le débat se concentre essentiellement autour de la distinction entre deux formes de « démocratie », l'une représentative, l'autre dite directe, aujourd'hui souvent associée à l'idée que, moyens informatiques aidant, une participation de tous à la prise de décision sans passer par l'intermédiaire de représentants serait déjà possible.

En termes de sémiotique de l'interaction, la *démocratie représentative*, fondée sur le débat entre sujets de « raison » et son issue, le contrat, constitue, on l'a déjà souligné, l'aboutissement même, sur le plan politique, du régime de la *manipulation*. Les « populistes », comme on sait, s'en déclarent farouchement les adversaires et prétendent instaurer la *démocratie directe*. Est-ce à dire pour autant que, sémiotiquement, leur politique relève du régime interactionnel de l'*ajustement* ? Pris à la lettre, le diagramme ci-dessus pourrait le laisser croire. Pourtant, la réponse ne peut être que négative. Certes, une forme d'organisation de la vie politique qui mettrait en œuvre une syntaxe interactionnelle conforme à ce que nous appelons l'« ajustement » est – théoriquement – concevable aussi bien à l'échelle de la nation que dans des contextes relevant du plan micro-social. A nos yeux, c'est même cela qui mériterait la noble appellation de « démocratie directe ». Mais il se trouve que le régime interactionnel propre à la forme de « démocratie » prônée ou pratiquée par les populistes n'est qu'une *caricature d'ajustement*. Que recouvre donc au juste ce concept, et en quoi les populistes le dévoient-ils ?

L'ajustement ne se confond pas avec l'adaptation (ou l'accommodation), qui relève de la programmation, régime où un actant ne peut agir sur un autre qu'à condition de respecter strictement les régularités qui régissent son comportement. Il ne consiste pas non plus, comme la manipulation, à faire en sorte que l'un des actants accepte de se plier, fût-ce de mauvais gré, à la volonté de l'autre, car l'ajustement est un régime d'interaction entre égaux ; de plus, à la différence du manipulateur, sujet intentionnel qui sait d'avance ce qu'il veut et « manipule » autrui dans la ferme intention de l'obtenir, le sujet de l'ajustement est un sujet fondamentalement *disponible*. Par « disponibilité », nous entendons une disposition tournée non pas vers l'appropriation du monde mais vers l'accomplissement du potentiel des choses, des gens, et de soi-même. Un sujet « disponible » ne convoite a priori rien de particulier ; il aspire seulement à s'épanouir : c'est un être ouvert à ce qui se présente, au présent même, et à autrui. En sorte que lorsqu'entre deux partenaires une telle disponibilité est réciproque, leurs rapports peuvent prendre la forme de processus de co-création de sens et pour ainsi dire de réinvention de la vie.

Imaginons un instant que l'interaction ne soit ni exhaustivement soumise à de rigides déterminismes ou encadrée par des règles sociales contraignantes (comme dans la programmation), ni entièrement livrée à l'aléa (comme sous le régime de l'accident-assentiment), et pas même non plus constamment suspendue à de difficiles négociations entre des intentions ou des intérêts divergents (comme dans la manipulation). La vie pourrait alors être conçue, ou pour le moins rêvée, comme une aventure gratifiante – libre et créative. Dans l'immanence des rapports entre des entités interdépendantes et sensibles les unes aux autres en même temps que respectueuses de leur autonomie respective, chacun pourrait enfin chercher à s'accomplir *moyennant l'accomplissement corrélatif* du potentiel propre à l'autre ou aux autres. Cette vision, c'est exactement celle

de l'*amitié*. Si elle s'y applique si bien, c'est parce que l'amitié met précisément en jeu une dynamique d'incitations réciproques sans visées ni règles préétablies, grâce à laquelle peut s'inventer entre partenaires, et à tout moment se réinventer un mode d'être, de penser et de vivre ensemble à caractère inédit (cf. Landowski, 2008a).

Sous sa forme idéale, voilà ce qu'est l'« ajustement ». Deux principes y sont à l'œuvre : celui de sensibilité mais aussi celui de disponibilité. Or, de cette syntaxe, les populistes ne prennent que ce qui leur convient, à savoir le seul côté sensible³⁰. Et s'en remettre exclusivement à la contagion esthétique du sentir ou à l'emprise psychologique que procure une présence de chaque instant sur les réseaux sociaux, c'est ouvrir la voie aux pires formes d'asservissement en transformant la collectivité en une masse indifférenciée, amorphe et malléable³¹. En fait de « démocratie directe », il ne reste dans ces conditions qu'un slogan à valeur connotative, trompeur qui plus est. Si par ailleurs la démocratie représentative se trouve à la peine, ou est déjà vaincue, c'est à l'évidence la démocratie tout court qui s'évanouit.

On le voit, pas plus que les syntaxes programmatique, manipulatoire ou à base aléatoire, celle de l'ajustement n'est « bonne » ou « mauvaise » en soi, « dans l'absolu ». De même que la manipulation nous est apparue comme axiologiquement ambivalente – positive en tant que socle de la démocratie représentative, négative comme principe d'une forme de mercantilisme –, de même la syntaxe d'ajustement comporte deux faces opposées : à la fois l'idéal très lointain d'une démocratie directe véritable, et une démagogie populiste bien réelle, aujourd'hui menaçante de toute part. Autrement dit, même si, grammaticalement, ce régime ouvre la voie à des dynamiques plus diversifiées, plus complexes et à divers égards plus productives de sens que les autres, comme pour les autres la valeur de son usage dépend cas par cas de facteurs contextuels multiples, et en premier lieu des modalités précises de sa mise en œuvre, du domaine d'activité concerné, et de la manière dont sa syntaxe s'articule avec celle des autres régimes simultanément en jeu dans une situation déterminée³².

Conclusion : pour une pratique écologique du sens

Longtemps, la sémiotique structurale s'est focalisée sur des stratégies de manipulation qui tout en définissant les formes canoniques de la syntaxe narrative reflétaient le mode de vie dominant dans nos sociétés « post-modernes », démocratiques dans leurs principes mais chaque jour plus mercantiles dans les faits. Récusant cette alliance incongrue entre la théorie sémiotique et une idéologie de domination et d'appropriation du monde qui n'aboutit qu'à la perte du sens et finalement à la destruction des conditions élémentaires de la vie, nous militons pour ce qui en représente à nos yeux l'opposé : pour une pratique écologique du sens visant des formes d'accomplissement mutuel dans les rapports à l'autre sur tous les plans, depuis les rencontres interpersonnelles jusqu'au traitement global de l'environnement. Ce choix n'est ni dicté par des principes moraux d'ordre transcendantal ni l'expression d'une simple préférence individuelle. Ce qui le justifie est la différence des potentiels respectifs de chacun des régimes de sens interdéfinis par le modèle interactionnel que nous proposons : c'est seulement à la faveur de pratiques guidées par la quête de rapports

³⁰ Sur la part prépondérante de la dimension sensible (ou « esthétique ») dans les stratégies populistes, cf. Landowski (2018 et 2019).

³¹ Cf. Landowski (1997 : 242-244) ; « Les corps conducteurs » et « Masses thymiques en mouvement » in Landowski (2005 : 113-124, 210-213) ; « La politique-spectacle revisitée : manipuler par contagion » (Landowski, 2008b).

³² Sur les combinaisons entre régimes (contradictions, superpositions, récursivité, rection, ordonnancement syntagmatique et ses effets, etc.), cf. Landowski (2004 : 55, 58-60, 79-80).

d'ajustement entre interactants qu'un peu plus de sens (du monde et de la vie) a quelque chance d'émerger de l'interaction – et que, sait-on jamais, une forme de vie durable pourrait être réinventée.

Il y a donc une politique de la sémiotique. La construction d'une théorie et d'un métalangage adéquat, la mise au point de modèles opératoires, c'est là la face « savante », nécessaire, et affichée de la discipline. Mais ce travail n'est pas séparable d'une pratique du sens en prise sur le monde et engagée dans la vie : c'est la face complémentaire, où le « savant » rejoint le « vivant », le vital et le vécu. La sémiotique de Greimas, déjà, s'attachait à « mordre sur le réel ». Elle tendait aussi, souvent, à s'en accommoder, ou à s'en distancier en portant sur les choses un « regard élevé ». Eminemment rationnelle, elle était en effet, au surplus, *raisonnable*. Notre socio-sémiotique s'efforce d'être non moins rigoureuse, conceptuellement, mais ne cherche pas pour autant à être aussi raisonnable. Au contraire, elle voudrait réenchanter le monde ! Tout en voyant bien ce qu'il y a là d'utopique, nous persistons à chercher le chemin d'une autre politique du sens. Si cela est déraisonnable, ne serait-ce pas à la manière dont semble l'être devenu aujourd'hui presque tout espoir ?

Ouvrages cités

Calame, Claude (2015), *Avenir de la planète et urgence climatique. Au-delà de l'opposition nature / culture*, Fécamp, Lignes.

Catellani, Andrea (2018), « L'entreprise responsable et ses parties prenantes : entre "manipulation" et co-construction de sens », *Actes Sémiotiques*, 122 (<https://www.unilim.fr/actes-semiotiques/>).

Cervelli, Pierluigi (2013), *Fallimenti della programmazione e dinamiche dell'aggiustamento*, in A. C. de Oliveira (éd.), *As Interações sensíveis. Ensaios de sociosemiótica*, Estação das Letras e Cores, São Paulo.

Ciaco, João (2013), *A inovação em discursos publicitários : semiótica e marketing*, Estação das Letras e Cores, São Paulo.

Fontanille, Jacques (2018), *La coopérative et son territoire*, in Fontanille, Jacques *et al.*, *Terres de sens. Essai d'anthroposémiotique*, PULIM, Limoges.

Fontanille, Jacques (2019), « La coopérative, alternative sémiotique et politique. Des organisations comme laboratoires de sémiotique expérimentale », *Actes Sémiotiques*, 122.

Greimas, Algirdas J. (1966), *Sémantique structurale*, Larousse, Paris (rééd. P.U.F., Paris 1986).

Greimas, Algirdas J. (1970), *Du sens*, Seuil, Paris.

Greimas, Algirdas J. (1979), « La soupe au pistou ou la construction d'un objet de valeur », *Actes Sémiotiques-Documents*, I, 5 (rééd. in *Du sens II*, Seuil, Paris 1983).

Greimas, Algirdas J. et Joseph Courtés (1979), *Sémiotique. Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Hachette, Paris.

Hammad, Manar (2020), *500.000 dirhams en Escandinavie, un énigme sémiotique*, in R. Flores (éd.), *Ocho ensayos de arqueosemiotica*, ENAH, México.

Landowski, Eric (1975), *Formes et pratiques de la représentation dans le VI^e Plan*, in L. Nizard (éd.), *Planification et société*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Landowski, Eric (1988), *La lettre comme acte de présence*, in Cl. Calame (éd.), *La lettre. Approches sémiotiques*, Editions universitaires de Fribourg, Fribourg.

Landowski, Eric (1989), *La société réfléchie*, Seuil, Paris (tr. it., *La società riflessa*, Meltemi 1999).

Landowski, Eric (1991), *Eux et nous : notes pour une approche sémiotique de l'altérité sociale*, in M. Th. Fögen (éd.), *Fremde der Gesellschaft*, Max-Planck-Institut für Rechtsgeschichte, Frankfurt.

Landowski, Eric (1992), *Le donné et le négocié : du langage en contexte au discours en situation*, in V. Fortunati (éd.), *Bologna. La cultura italiana e le letterature straniere moderne*, A. Longo, Ravenna.

Landowski, Eric (1997), *Présences de l'autre*, P.U.F, Paris.

Landowski, Eric (2004), *Passions sans nom*, P.U.F, Paris.

Landowski, Eric (2005), *Les interactions risquées*, Pulim, Limoges (tr. it., *Rischiare nelle interazioni*, FrancoAngeli, Milan 2010).

Landowski, Eric (2008 a), « L'épreuve de l'autre », *Sign Systems Studies*, 34.2.

Landowski, Eric (2008 b), « La politique-spectacle revisitée : manipuler par contagion », *Versus*, 107.

Landowski, Eric (2009), « Avoir prise, donner prise », *Actes Sémiotiques*, 112 (tr. it., « Avere presa, dare presa », *Lexia*, 3-4, 2009).

Landowski, Eric (2014), « A quoi sert la construction de concepts ? », *Actes Sémiotiques*, 117.

Landowski, Eric (2016), « Pièges : de la prise de corps à la mise en ligne », *Carte Semiotiche-Annali*, 4.

Landowski, Eric (2017), « Petit manifeste sémiotique », in *Sémiotique et engagement, Actes Sémiotiques*, 120.

Landowski, Eric (2018), « Populisme et esthésie », *Actes Sémiotiques*, 121.

Landowski, Eric (2019), « Critique sémiotique du populisme », *Semiotika* (Vilnius), 15.

Landowski, Eric et Jacques Fontanille (2015), « A quoi bon la sémiotique ? », *Actes Sémiotiques*, 118.

Ling, Johan, Timothy Earle, Kristian Kristiansen (2018), « Maritime mode of production. Raiding and trading in seafaring chiefdoms », *Current Anthropology*, 59, 5.

Marsciani, Francesco (2017), « A partire dagli effetti di senso. Le trasformazioni sotto l'apparire », *Actes Sémiotiques*, 120.

Pellerey, Roberto (2019), « Una dinamica organizzazionale dissidente », *Actes Sémiotiques*, 122.

Petitimberty, Jean-Paul (2013), « La précarité comme stratégie d'entreprise », *Actes Sémiotiques*, 116.

Petitimberty, Jean-Paul (2017), « Anthropocenic Park : humans and non-humans » in socio-semiotic interaction », *Actes Sémiotiques*, 120.

Petitimberty, Jean-Paul (2020), « La sémiotique à l'épreuve de l'écrit : régimes rédactionnels et intelligibilité », *Actes Sémiotiques*, 123.

Piketty, Thomas (2019), *Capital et idéologie*, Seuil, Paris.